

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

Octobre 2021

## TENDANCES CONJONCTURELLES

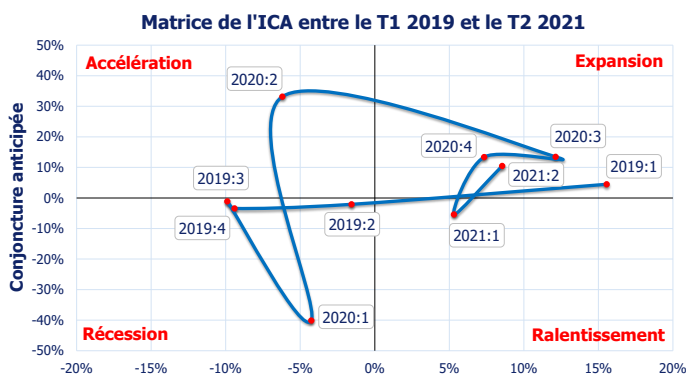
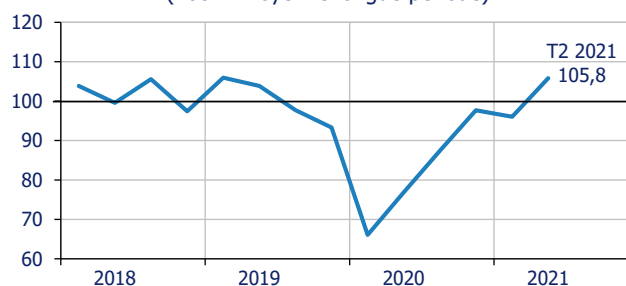
### 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2021

#### Les chefs d'entreprise retrouvent confiance dans leur activité

##### Nette amélioration de la conjoncture économique

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) repart à la hausse au 2<sup>e</sup> trimestre, dépassant sa moyenne de longue période à 105,8 points. Il gagne ainsi 9,8 points en un trimestre, et ce, malgré les mesures contraignant l'activité liées au pic de contaminations au Covid-19 atteint fin mai. Les chefs d'entreprise apparaissent désormais plus optimistes sur leur perception de la conjoncture économique qu'avant la crise.

##### Indicateur du climat des affaires en Guyane (100 = moyenne longue période)



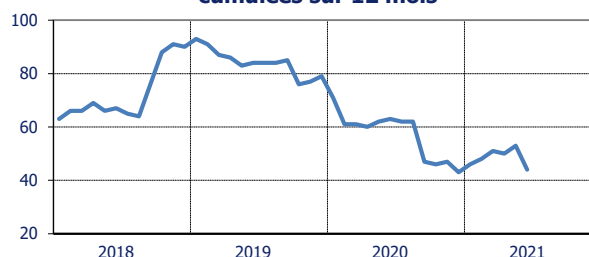
**Conjoncture passée**  
Lecture : Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, les répondants à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM estiment que l'économie guyanaise est en phase d'expansion. Celle-ci est portée par la composante future de l'ICA qui progresse de 10,5 % et traduit les anticipations favorables concernant le 3<sup>e</sup> trimestre, mais également par sa composante passée, relative au 2<sup>e</sup> trimestre, en hausse de 8,5 %.

La matrice de l'ICA<sup>1</sup> indique d'ailleurs que ces derniers estiment que l'économie guyanaise est de nouveau en phase d'expansion au 2<sup>e</sup> trimestre, après son ralentissement du trimestre précédent. Cette expansion est portée par la composante future de l'ICA, qui progresse de 10,5 % et traduit des anticipations favorables concernant le 3<sup>e</sup> trimestre, ainsi que par sa composante passée, relative au 2<sup>e</sup> trimestre, en hausse de 8,5 %.

Ce constat est corroboré par la baisse du nombre de défaillances d'entreprise. Leur nombre, cumulé sur 12 mois, reste contenu à 44 entreprises à juin 2021, un niveau à mettre en regard des mesures importantes de soutien à l'économie déployées, mais également de la résilience du tissu économique guyanais.

Toutefois, depuis début 2021, environ 15 % des entreprises interrogées par l'IEDOM craignent de subir une défaillance au cours de l'année, particulièrement celles du secteur touristique.

##### Nombre de défaillances d'entreprise cumulées sur 12 mois



<sup>1</sup> La matrice de l'ICA représente la variation de la perception (amélioration, détérioration) du niveau d'activité passé (sur le dernier trimestre) et anticipé (sur le prochain trimestre).

## Hausse des prix à la consommation

Les données du mois d'avril<sup>2</sup> indiquent une augmentation du niveau général des prix de 0,8 % par rapport au mois précédent. Cette inflation est supérieure à celle constatée au niveau national, où les prix se sont stabilisés en avril (+0,1 % en glissement mensuel). Dans l'ensemble, il existe une tendance à l'augmentation des prix à l'échelle du pays (+1,5 % en glissement annuel à fin juin).

Cette évolution en Guyane résulte d'une nette hausse des prix de l'énergie (+4,7 %) et d'une hausse plus modérée des prix sur l'alimentation (+0,3 %), des produits manufacturés (+0,3 %) et des services (+0,5 %).

Cette hausse des prix est confirmée par l'opinion des chefs d'entreprise au 2<sup>e</sup> trimestre. Ceux-ci constatent un net rebond des prix par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre. Ils s'attendent d'ailleurs à ce que ce mouvement se prolonge au prochain trimestre. Cette progression des prix tire principalement sa source de l'augmentation du coût du fret et de la hausse des prix des matières premières à l'échelle mondiale.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

## Le marché du travail perd légèrement de son dynamisme

Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) et effectifs salariés



Sources : Pôle emploi / DEETS, Acoess

Au 2<sup>e</sup> trimestre, l'emploi salarié se stabilise à 36 045 personnes, après l'augmentation trimestrielle de 2,7 % à fin mars. Sur un an, la progression reste marquée avec une augmentation de 7,0 %. Cette tendance haussière devrait se prolonger selon les perspectives dégagées par les chefs d'entreprise de l'enquête de l'IEDOM.

Après une régression sur un an, le nombre de chômeurs repart à la hausse à compter du 2<sup>e</sup> trimestre. Ainsi, à fin juin, on dénombre 20 840 demandeurs d'emploi de catégorie A (CVS), soit une augmentation de 0,8 % sur le trimestre. En glissement annuel, les demandeurs d'emploi de cette catégorie sont néanmoins en baisse de 3,3 % (CVS).

Cette légère augmentation observée ce trimestre s'explique par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi chez les moins de 25 ans : +6,1 % (CVS) par rapport au trimestre précédent.

Les 25-49 ans sont majoritaires parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A (59,3 %), même si leur part tend à diminuer, au détriment des jeunes de moins de 25 ans qui représentent désormais 15,9 % des demandeurs d'emploi de catégorie A.

## La consommation des ménages décélère

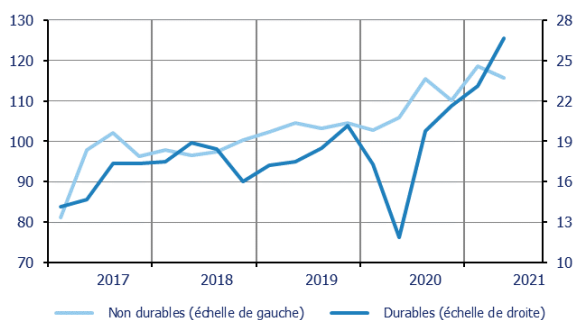
Au 2<sup>e</sup> trimestre, les importations destinées aux ménages sont en légère hausse de 0,4 % (CVS), ce qui marque un net ralentissement par rapport à l'augmentation de 7,7 % (CVS) observée au précédent trimestre. Les importations de biens de consommation durables augmentent de 15,4 % (CVS), à un niveau encore jamais atteint, tandis que celles des biens de consommation non durables diminuent de 2,6 % (CVS). Elles atteignent respectivement 27 M€ et 116 M€ (CVS).

La consommation est portée par la croissance de la masse salariale du secteur privé, qui continue de progresser (+3,9 % par rapport au trimestre passé ; CVS).

Soutenant la demande des ménages, l'encours des crédits à la consommation croît de 1,9 %. Ces prêts appuient la forte progression de la consommation de biens durables, notamment de véhicules dont le nombre d'immatriculations augmente : +15,4 % sur un trimestre. Parallèlement, la collecte des dépôts à vue des ménages se maintient (+2,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre, puis +3,8 % ce trimestre) après la forte hausse de 2020 (+22 %).

S'agissant des ménages fragiles, au 2<sup>e</sup> trimestre, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé atteint 39,3 M€ (+ 3,1 % en glissement annuel). En Guyane, plus de 27 600 personnes bénéficient du RSA, majoritairement des femmes seules avec enfants (près de 55 %). Les 25-29 ans comptent pour 15 % des bénéficiaires du RSA, alors qu'ils ne représentent que 7 % de la population.

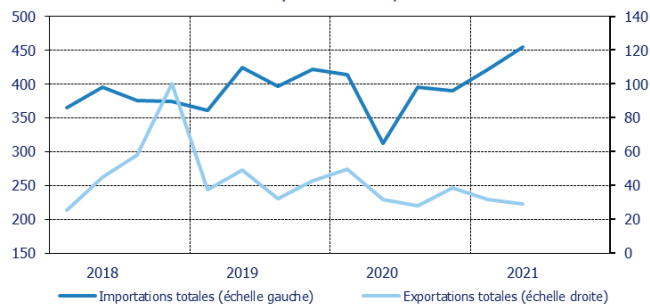
Importations de biens de consommation (En millions d'euros)



Sources : Douane, CVS Iedom

<sup>2</sup> L'Insee n'a pas publié d'IPC en Guyane entre avril et septembre 2020, et depuis mai 2021, faute de collecte des prix satisfaisante.

### Importations et exportations totales (CVS) (en millions d'€)



Source : Douanes

### Le déficit commercial continue de se creuser

Le solde commercial guyanais se dégrade de nouveau ce trimestre. Portées par un niveau élevé de consommation, les importations augmentent de 6,1 % sur le trimestre (CVS). Un an après le creux expliqué par le début de la pandémie, les importations atteignent ainsi un niveau record de 454 M€. Cette hausse s'explique notamment par la croissance des importations d'énergie (+15,1 %, CVS), expliquée à parts égales par la hausse du prix du pétrole et par celle du volume importé. Les importations de véhicules (+39,3 %) ont par ailleurs atteint un niveau inédit de 64 M€ au 2e trimestre.

À l'inverse, les exportations diminuent ce trimestre de 8,1 % (-8,8 % en glissement annuel) pour s'établir à 29 M€. Cette baisse peut être attribuée à la diminution des réexpéditions de produits d'investissement.

### Des investissements encourageants malgré le manque de visibilité

Les encours de crédits à l'investissement poursuivent leur progression (+2,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre après +1,8 %). En parallèle, les importations d'éléments en métal pour la construction et les importations de biens d'investissement augmentent : respectivement +24,3 % et +11,9 % par rapport au précédent trimestre (CVS). Les importations de véhicules utilitaires sont par exemple en forte hausse (+139,5 % en glissement annuel).

703 entreprises ont par ailleurs été créées au 2<sup>e</sup> trimestre, soit une nouvelle hausse trimestrielle (+3 %, CVS).

Cependant, le spectre de la pandémie fait planer des doutes sur certains secteurs. Les professionnels sont optimistes sur les perspectives d'investissement à un an dans le secteur des industries (hors IAA) ou du commerce, mais pessimistes dans le tourisme, et dans une moindre mesure, dans les autres services marchands. Ainsi, les prévisions d'investissement se stabilisent sous leur niveau moyen habituel.

### L'activité croît dans la plupart des secteurs

Nonobstant les perspectives dégradées anticipées par les chefs d'entreprise en début d'année, l'activité sur le trimestre est bien orientée, les délais de paiement s'améliorent et la trésorerie augmente. Dans ce contexte, les répondants recrutent. En revanche, les prévisions d'investissement sont encore faibles, sans doute amoindries par la situation sanitaire encore fragile. La nette hausse des prix relevée dans l'ensemble des secteurs, mis à part celui du tourisme, pourrait également peser sur la reprise en cours.

Le secteur du **BTP** est dans une phase ascendante, bénéficiant de la mise en œuvre de nombreux projets et d'un carnet de commandes rempli. L'ensemble des indicateurs sont bien orientés. Néanmoins, les professionnels anticipent une possible augmentation des charges, détériorant leur trésorerie.

Le secteur **industriel** (hors IAA) maintient son activité proche de sa moyenne de long terme. La trésorerie reste dégradée compte tenu des surstockages réalisés, par crainte de subir des pénuries sur certains intrants, mais également à cause de la hausse des coûts du fret et des matières premières.

Dans les sous-secteurs de l'or et du bois, les évolutions sont contrastées. Les exportations d'or baissent sur le trimestre (-24,3 % en valeur, CVS) après un niveau historique. Pour rappel, l'activité avait repris après la diminution enregistrée au début de la pandémie (+24,7 % sur un an en valeur, CVS), avec des opérateurs souhaitant bénéficier d'un cours toujours élevé. S'agissant de la filière bois, les exportations restent fragilisées par la crise du Covid, à leur niveau le plus bas depuis trois ans.

Les chefs d'entreprise du secteur du **commerce** restent optimistes sur la conjoncture économique, malgré un ralentissement de l'activité. Ce secteur est celui qui relève la plus forte hausse des prix, tant sur le 2<sup>e</sup> trimestre que dans ses anticipations pour le 3<sup>e</sup> trimestre. Le niveau de trésorerie reste quant à lui au-dessus de sa moyenne de long terme.

Les professionnels des **services marchands** (hors hôtellerie-restauration) sont également optimistes sur leur activité, ce qui devrait déboucher sur des recrutements. Dans le même temps, ils estiment que les délais de paiement et leur trésorerie s'améliorent.

Le secteur du tourisme reste fragilisé par la succession d'arrêts et de redémarrages d'activité imposés par la situation sanitaire, les chefs d'entreprise interrogés sont de nouveau pessimistes. L'ensemble des indicateurs sont dégradés, et aucune amélioration n'est anticipée pour le prochain trimestre. L'activité aérienne est fortement affaiblie, avec une diminution de 62 % du nombre de passagers entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2021 et celui de 2019.

Les chefs d'entreprise regroupant le **secteur primaire et l'industrie agroalimentaire** jugent quant à eux positivement leur activité depuis maintenant trois trimestres.

## La conjoncture internationale et régionale

### UNE REPRISE MONDIALE INEGALE D'UNE REGION A L'AUTRE

La croissance de l'économie mondiale devrait s'élever à 6,0 % en 2021 selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en juillet. Ces prévisions demeurent inchangées depuis avril avec toutefois d'importantes révisions d'une région à l'autre qui résultent à la fois de l'évolution de la pandémie et des mesures de soutien mises en place. En 2022, l'activité mondiale pourrait croître de 4,9 %, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. La conjoncture pourrait plus particulièrement s'améliorer dans les pays avancés grâce aux mesures de relance budgétaire annoncées et à l'anticipation d'une meilleure situation sanitaire suite aux campagnes de vaccination.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,5 % au trimestre précédent. La pleine réouverture de l'économie et les mesures de soutien budgétaires et monétaires mises en place ont pesé favorablement sur la consommation des ménages et l'investissement. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 7,0 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations.

Dans la zone euro, l'activité a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre après un recul de 0,3 % au premier. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % à fin juin contre 1,3 % trois mois plus tôt, tandis que le taux de chômage continue de baisser pour s'élever à 7,7 %. Sur l'année entière, le PIB de la zone progresserait de 4,6 % selon le FMI, avec des écarts importants d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,9 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee et se rapproche de son niveau d'avant-crise. La croissance est portée par la progression des dépenses de consommation des ménages (+0,9 %) et de l'investissement (+1,1 %). Les exportations ont quant à elles crû de 1,5 %, soit un rythme inférieur aux importations (+1,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe une augmentation du PIB de 5,75 %.

Au Japon, l'économie peine à redémarrer alors que l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises face à la recrudescence de l'épidémie. Après une baisse de 0,9 % au premier trimestre, le PIB a crû de 0,3 % sur les trois mois suivants. La consommation des ménages (+0,9 %) et l'investissement des entreprises (+1,7 %) ont retrouvé une évolution favorable sur la période. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,3 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur activité progresser de respectivement 9,5 % et 8,1 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +5,3 % et +6,3 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2021.

### FORTE CONTRACTION ET REPRISE FRAGILE POUR L'ÉCONOMIE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Selon les derniers chiffres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le PIB de la région s'est contracté de 6,8 % en 2020, dépassant de loin le ralentissement mondial de 3,3 %. La région s'est redressée pourtant rapidement au 2<sup>nd</sup> semestre 2020, à un rythme toutefois plus lent que celui de l'économie mondiale et notamment des pays émergents. Le PIB des îles tributaires du tourisme<sup>1</sup> a chuté de 10,1 % en 2020 tandis que celui des pays exportateurs de produits de base<sup>2</sup> a progressé de 4,7 %. Les effets au sein des pays sont hétérogènes. Ainsi, le secteur manufacturier rebondit plus rapidement que celui des services à forte intensité de contacts.

Malgré les mesures de soutien en vigueur dans plusieurs pays, les marchés de l'emploi restent fragiles. Le revenu moyen chute depuis le début de la pandémie avec des divergences prononcées entre les pays, les secteurs d'activité et les groupes démographiques. Pour exemple, les femmes et les travailleurs peu qualifiés accusent les pertes de revenus les plus importantes, face à l'arrêt de leur activité ou à la réduction de leur nombre d'heures travaillées. Selon les estimations de la CEPALC, la pauvreté touche 209 millions de personnes (33,7% de la population), soit 22 millions de personnes de plus qu'en 2019. Les inégalités, mesurées par le coefficient de Gini qui a progressé de 2,9 %, se sont aussi accentuées par rapport au niveau d'avant crise. La pandémie laissera également des dommages durables au capital humain, dus aux fermetures d'écoles plus longues que dans d'autres régions. Bien que les pertes d'apprentissage précises soient difficiles à estimer, l'analyse des services du FMI suggère que les étudiants âgés de 10 à 19 ans pourraient s'attendre à un revenu inférieur de 4 % en moyenne au cours de leur vie, si les jours de scolarité perdus en 2020 ne sont pas compensés.

Pour l'année 2021, les perspectives sont soumises à de nombreuses incertitudes du fait de la persistance de la crise sanitaire, et ce, en dépit d'un soutien politique sans précédent, de solides performances des partenaires commerciaux, de la flambée des prix des matières premières et des conditions financières mondiales accommodantes. La CEPALC a révisé à la hausse l'estimation de croissance de la région pour 2021 à +5,2 %. Ce chiffre traduit un rebond selon le [rapport spécial de la CEPALC](#), qui n'apparaît toutefois pas soutenable à moyen terme, car les impacts sociaux de la crise et les problèmes structurels dans la région continuent à s'aggraver cette année. Selon les nouvelles projections, les pays de la zone connaîtraient ainsi une croissance de 2,9 % en moyenne en 2022, soit un ralentissement significatif par rapport à 2021. Le FMI estime que le revenu par habitant ne devrait pas retrouver son niveau d'avant la pandémie avant 2024. Les économies caribéennes dépendantes du tourisme devraient être les dernières à se redresser en raison de la lente reprise des déplacements. Par ailleurs, l'augmentation des rendements à long terme aux États-Unis présente jusqu'ici un impact modéré sur les prix des actifs et les flux de capitaux dans la région. Toutefois, une hausse continue des taux d'intérêt à long terme représente un risque.

Pour autant, les perspectives du commerce extérieur sont plus favorables, au regard de la hausse attendue des exportations régionales à fin 2021 (+22 %, après -10 % en 2020), en lien avec le renforcement de l'activité économique dans la région, la hausse des prix des matières premières et la reprise de la demande en Chine, aux États-Unis et en Europe (Union européenne). Pour la période de janvier à avril 2021, la valeur du commerce intra régional a augmenté de 19 % par rapport à la même période en 2020, soit une hausse proche de celle de 2019.

Sources : CEPALC, Press releases, Growth in Latin America and the Caribbean in 2021 Will Not Manage to Reverse the Adverse Effects of the Pandemic ; IMF blog, Alejandro Werner, Takuji Komatsuzaki et Carlo Pizzinelli.

<sup>1</sup>Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Belize, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

<sup>2</sup>Guyana, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET  
Rédaction : V. LE RÉGENT — S. AUBERT — Participation aux travaux : L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM